

Seul le discours prononcé fait foi

LUXEMBOURG

Intervention de S.E. Mme Sylvie Lucas
Ambassadeur, Représentant permanent auprès des Nations Unies

Débat public

Consolidation de la paix après les conflits

New York, le 12 juillet 2012

Statement by H.E. Ms. Sylvie Lucas
Ambassador, Permanent Representative to the United Nations

Open debate

Post-conflict peacebuilding

New York, July 12th, 2012

Candidat au Conseil de sécurité

2013-2014

Candidate for the Security Council

Madame la Présidente,

Le Luxembourg souscrit pleinement à la déclaration de l'Union européenne.

Je vous remercie d'avoir organisé ce débat public sur la consolidation de la paix, qui permet au Conseil de se concentrer sur les enjeux en matière de consolidation de la paix et de stabilisation post-conflit et sur les travaux accomplis par la Commission de consolidation de la paix dans ce contexte. Il permet aussi à toutes les parties intéressées d'approfondir leur compréhension et leur appropriation des travaux de la Commission de consolidation de la paix.

Je tiens à saluer à cet égard la participation de MM. Kaberuka et Yong Kim. La pleine implication des institutions qu'ils dirigent est indispensable à une approche coordonnée et cohérente des efforts de consolidation de la paix et de développement.

Madame la Présidente,

S'il est vrai que la consolidation de la paix ne donne en général pas de résultats immédiatement quantifiables, il n'en reste pas moins que les efforts mis en œuvre dans ce cadre sont essentiels en vue d'inscrire la paix et la sécurité dans la durée et d'ouvrir la voie au développement.

Au vu de mon expérience de Présidente de la Formation Guinée de la Commission de consolidation de la paix, et au regard des compétences qui sont celles de la Commission, permettez-moi d'apporter quelques commentaires par rapport aux questions soulevées dans l'excellente note conceptuelle préparée par la Présidence colombienne pour ce débat.

Une des forces de la Commission de consolidation de la paix réside dans sa nature intergouvernementale et dans son potentiel de mobilisation. A elle seule, la Formation Guinée rassemble 46 Etats membres des Nations Unies ainsi que des acteurs régionaux et internationaux d'importance tels que l'Union africaine, l'Union européenne ou l'Organisation internationale de la Francophonie.

La Commission offre ainsi un cadre de choix pour contribuer à orchestrer les efforts des différents acteurs intervenant dans le pays et pour éviter les déperditions qui pourraient être occasionnées par une absence d'échange ou une circulation d'information insuffisante entre intervenants d'horizons divers.

La Commission de consolidation de la paix n'est pas et n'a pas vocation à devenir un organe opérationnel : elle est une plateforme politique devant permettre au pays en question d'attirer le soutien international nécessaire pour mener à bien ses priorités de consolidation de la paix et de l'Etat. La Commission doit être l'espace où des obstacles profonds à la consolidation de la paix peuvent être abordés et combattus : que ce soient des blocages politiques, des difficultés structurelles socio-économiques ou des défis régionaux comme l'impact de la criminalité transfrontalière organisée.

Dans le cas de la Guinée, la Commission de consolidation de la paix est le seul acteur international disposant d'un mandat politique pour aborder ces questions, et nous avons, ensemble avec les autorités guinéennes, identifié des priorités d'action en termes de réconciliation nationale, de réforme du secteur de sécurité et de défense, et d'emploi des jeunes et des femmes. Celles-ci sont inscrites dans une Déclaration d'engagements mutuels.

Il est vrai que des améliorations en termes de fonctionnement de la CCP sont indispensables. Je pense notamment à une plus grande appropriation de la Commission de consolidation de la paix par ses Etats membres et à une meilleure compréhension et une meilleure appropriation du rôle de la Commission par les acteurs du Système des Nations Unies pour éviter toute forme de concurrence entre les représentants du SNU sur le terrain et les formations spécifiques par pays. Je reste néanmoins convaincue du rôle essentiel joué par la CCP pour sensibiliser les acteurs pertinents aux besoins des pays sortant d'un conflit ou d'une crise et pour mobiliser les énergies au bénéfice de leur relèvement.

A l'instar du Président du Comité d'organisation de la CCP, l'Ambassadeur Momen, je suis tout aussi convaincue que la Commission de consolidation de la paix peut apporter une plus-value aux travaux du Conseil lorsqu'il examine la situation des pays bénéficiant de l'accompagnement d'une formation spécifique, en apportant un éclairage sur les activités en cours en matière de consolidation de la paix, mais également de façon plus générale, pour réaliser de la meilleure façon possible la transition entre maintien de la paix et consolidation de la paix. La Commission de consolidation de la paix peut de même contribuer utilement aux réflexions du Conseil sur des défis régionaux tels que le crime organisé transnational, le trafic des drogues ou le trafic d'êtres humains.

Madame la Présidente,

Nous avons souligné à maintes reprises que notre coopération avec les pays à l'ordre du jour de la CCP se fonde sur les principes de l'appropriation nationale, du partenariat et de la responsabilité mutuelle. Ces principes insufflent la vie au triple rôle des Formations spécifiques pays : l'accompagnement et le plaidoyer politique, l'appui à la cohérence et la coordination et la mobilisation des ressources. Ces principes doivent aussi inspirer notre interaction à nous tous et ce dans l'intérêt des populations des pays à l'ordre du jour de la Commission de consolidation de la paix, et de manière générale des pays sortant d'un conflit.

Je vous remercie de votre attention.

Madam President,

Luxembourg fully aligns itself with the statement by the European Union.

I would like to thank you for having organised this open debate on peacebuilding, which enables the Council to focus on the issues of peacebuilding and post-conflict stabilisation and the work accomplished by the Peacebuilding Commission in this context. It also allows all interested parties to deepen their understanding and their ownership of the work of the Peacebuilding Commission.

I would like to welcome in this regard the participation of Messrs Kaberuka and Yong Kim. The full involvement of the institutions they are leading is indispensable to a coordinated and coherent approach to our efforts for peacebuilding and development.

Madam President,

If it is true that peacebuilding in general does not lead to immediately quantifiable outcomes, it is no less true that the efforts towards it are essential to create sustainable peace and security and pave the way for development.

Given my experience as Chairperson of the Guinea Configuration of the Peacebuilding Commission and given the Commission's roles, allow me to offer some comments regarding the questions raised in the excellent concept note which the Colombian Presidency prepared for this debate.

One of the forces of the Peacebuilding Commission lies in its intergovernmental nature and its mobilising potential. The Guinea Configuration alone brings together 46 Member States of the United Nations, as well as important regional and international actors, such as the African Union, the European Union or the International Organisation of the Francophonie.

The Commission thus offers a framework of choice to orchestrate the efforts of different stakeholders intervening in the country and to avoid possible losses which could result from an absence of dialogue or an insufficient information flow between partners from different backgrounds.

The Peacebuilding Commission is not an operational body and has no vocation to become one: it is a political platform which must enable the country in question to attract the necessary international support to achieve its peacebuilding and statebuilding priorities. The Commission must be a space where deep-seated obstacles to peacebuilding can be addressed and countered: be they political deadlocks, structural socio-economic difficulties or regional challenges such as the impact of transnational organised crime.

In the case of Guinea, the Peacebuilding Commission is the only international actor which has a political mandate to address these issues and we have, together with the Guinean authorities, identified priorities for action in the areas of national reconciliation, reform of the security and defence sectors and youth and women's employment. These priorities are inscribed in the Statement of Mutual Commitments.

It is true that the PBC must improve its way of doing business. By this, I refer in particular to greater ownership of the Peacebuilding Commission by its Member States, as well as to a better understanding and ownership of the role of the Commission by UN System actors, in order to avoid any form of competition between the representatives of the UN System on the ground and the Country-specific Configurations. Notwithstanding this, I remain convinced that the PBC has an essential role to play to raise the awareness of relevant stakeholders to the needs of countries emerging from conflict or crisis and to mobilise the energies necessary for their recovery.

Like the President of the Organisational Committee of the PBC, Ambassador Momen, I am also convinced that the Peacebuilding Commission can bring added value to the Council's work when the Council is examining the situation of countries on the agenda of a specific configuration, by shining a light on on-going peacebuilding activities, but also in more general terms, by helping to achieve the transition between peacekeeping and peacebuilding in the best possible way. The Peacebuilding Commission can also contribute in a useful manner to the consideration by the Council of regional challenges such as transnational organised crime, drugs or human trafficking.

Madam President,

We have underlined time and again that our cooperation with the countries on the agenda of the PBC rests upon the principles of national ownership, partnership and mutual accountability. These principles breathe life into the triple role of the Country-specific Configurations: political accompaniment and advocacy, support to coherence and coordination and resource mobilisation. These principles must also inspire our interaction in the interest of the populations of the countries on the agenda of the Peacebuilding Commission and in general of countries emerging from conflict.

Thank you for your attention.